



Le rapport «Panorama de la société» de l'OCDE: le portrait d'un système en faillite

Par [Andre Damon](#)

Mondialisation.ca, 26 mars 2014

WSWS.org

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

L'Organisation pour la coopération économique et le développement (OCDE) a publié son rapport bisannuel «Panorama de la société» la semaine dernière. Il documente la montée vertigineuse de la pauvreté, de la faim et du chômage ainsi que de la détresse sociale dans des pays du monde entier à la suite de l'effondrement économique de 2008.

Ce rapport, qui tire le bilan de près de six années écoulées depuis le krach financier de 2008, constitue une mise en accusation très claire du système capitaliste et des politiques sociales mises en oeuvre par les gouvernements du monde entier.

Les données concernant les États-Unis, le cœur de la crise financière et «le pays le plus riche du monde», sont particulièrement dévastatrices: la pauvreté, la faim et l'inégalité sociale y ont augmenté plus que dans presque tous les autres pays étudiés.

Ce rapport montre également les effets désastreux de la crise sur les pays comme la Grèce, le Portugal et l'Irlande, où les conditions sociales des travailleurs ont été réduites sauvagement par des mesures d'austérité appliquées sous le diktat du Fonds monétaire international et de l'Union européenne.

Les statistiques montrent entre autres:

Sur l'inégalité: l'inégalité de revenus a fortement augmenté dans pratiquement tous les pays étudiés, mais nulle part aussi vite qu'aux États-Unis. Le 1 pour cent le plus riche de la population y a gagné 19,3 pour cent de tous les revenus en 2013, plus du double de sa part de 1985.

Aux États-Unis, le 0,1 pour cent le plus riche a reçu une plus grande part des revenus que ce que le 1 pour cent le plus riche recevait il y a trente ans, et le 1 pour cent le plus riche actuel reçoit ce que recevaient les 5 pour cent les plus riches à l'époque. Ce 1 pour cent reçoit une plus grande part des revenus aux États-Unis que dans n'importe quel autre pays membre de l'OCDE.

Sur le chômage: le rapport note que depuis 2007, le nombre de chômeurs dans les pays membres de l'OCDE a augmenté d'un tiers, à 48 millions. Sur ceux-ci, plus d'un tiers est sans emploi depuis plus d'un an. Il ajoute, «la proportion de personnes vivant dans des ménages ne disposant d'aucun revenu du travail a augmenté dans la plupart des pays. Elle a été multipliée par deux environ en Espagne, en Grèce et en Irlande et a augmenté de 20 % ou plus en Estonie, aux États-Unis, en Italie, en Lettonie, au Portugal et en Slovénie.»

Sur la pauvreté: elle a augmenté de manière importante dans la plupart des pays étudiés en conséquence du chômage de masse et de la baisse des salaires. Le rapport note qu'entre 2007 et 2010, le taux de pauvreté pour les enfants est passé de 12,8 à 13,4 pour cent, et que le taux de pauvreté pour les personnes entre 18 et 25 ans est passé de 12,2 à 13,8 pour cent. Les États-Unis ont un taux de pauvreté de 17,4 pour cent, significativement plus que la moyenne de l'OCDE qui est à 11,1 pour cent. Ce rapport indique que, parmi les pays étudiés, seuls le Chili, Israël, le Mexique et la Turquie ont des taux de pauvreté plus élevés qu'aux États-Unis.

Sur les revenus: parmi les pays membres de l'OCDE, le revenu moyen a stagné entre 2007 et 2010, pendant que les revenus des dix pour cent les plus pauvres a chuté de 2 pour cent par année.

Sur la faim: les États-Unis avaient le cinquième nombre le plus élevé de personnes qui déclaraient ne pas pouvoir se nourrir, après le Mexique, la Turquie, la Hongrie, le Chili et l'Estonie. Le pourcentage de personnes aux États-Unis qui déclarent qu'ils n'avaient pas assez d'argent pour se nourrir, eux et leur famille, au cours des douze derniers mois est passé de 13,4 pour cent en 2006 à 21,1 pour cent aujourd'hui.

Sur la jeunesse: les conditions pour les jeunes sont particulièrement dures. Le rapport note que «Plus de 20 % des jeunes de 16 à 24 ans étaient au chômage ou inactifs, et ni scolarisés ni en formation (NEET) en Grèce, en Italie, au Mexique et en Turquie au quatrième trimestre de 2012.»

Sur le taux de natalité: en conséquence d'une sécurité économique de plus en plus précaire, les taux de fécondité se sont effondrés dans toute l'OCDE, avec les États-Unis en tête, qui ont la plus importante baisse du niveau de fécondité de tous les pays étudiés.

Peut-être plus important, ce rapport conclut que les tendances à l'augmentation de l'inégalité et de la pauvreté n'ont pas été réduites dans les pays où l'économie est censée avoir commencé sa reprise. «Les reprises économiques ne suffiront pas à elles seules à réduire les fractures sociales et aider les plus atteints à rebondir», a déclaré le secrétaire générale de l'OCDE Angel Gurría.

En fait, la prétendue «reprise» est presque entièrement consacrée aux super-riches et se fait au détriment de la grande majorité de la population. Les États-Unis, surtout sous le gouvernement Obama, ont donné l'exemple en injectant d'immenses sommes d'argent dans le système financier, au bénéfice de ces mêmes institutions qui ont créé la crise.

Ce rapport, présenté par une organisation qui fait partie des principaux défenseurs des «réformes structurelles» et des attaques contre les programmes sociaux, comprend une mise en garde adressée à la classe dirigeante indiquant qu'une croissance astronomique de la pauvreté et de l'inégalité doit inévitablement entraîner d'énormes troubles sociaux.

«On peut s'attendre à ce que les crises économiques profondes aient des répercussions majeures sur [...] la confiance dans autrui et les institutions. Il est important de comprendre ces répercussions non seulement pour suivre l'évolution du bien-être de la société, mais également parce que les tensions associées à une mutation du tissu social peuvent déclencher et alimenter des changements culturels, politiques et sociaux fondamentaux.» L'OCDE conclue que des «actions urgentes» sont nécessaires pour «répondre à l'augmentation de l'inégalité et des divisions sociales».

Il est effectivement vrai que l'effet de la crise capitaliste entraîne des modifications majeures dans la conscience populaire et un effondrement de la confiance dans les «institutions existantes». La classe dirigeante et le système capitaliste, cependant, n'ont rien à offrir. Chaque politique sociale appliquée en réaction à l'effondrement de 2008 visait à enrichir l'élite dirigeante au détriment de la population et a eu des conséquences sociales dévastatrices.

En fait, le rapport de l'OCDE démontre une fois de plus que le système capitaliste, organisé sur la base de la propriété privée de la production, est obsolète, irrationnel et incompatible avec le progrès social. Le seul moyen d'assurer le droit de tous à un emploi décent, au logement, à la santé et à l'éducation passe par la réorganisation de la société mondiale sur la base des besoins sociaux et non des profits privés.

Andre Damon

Article original, [WSWS](#), paru le 24 mars 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Andre Damon](#), [wsws.org](#), 2014

Articles Par : [Andre Damon](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca